

28.04.2009 – 10:28 Uhr

Caritas Suisse: Les pauvres ne doivent pas payer les pots cassés de la crise

Lucerne (ots) -

Dans la période de récession actuelle, la pauvreté va augmenter et la Suisse n'y est pas préparée. Caritas s'inquiète des premières tendances de la crise au niveau social et demande aux pouvoirs publics de s'engager à pouvoir assurer le financement des grandes assurances sociales et non de les démanteler. «Pour Caritas, c'est une nécessité urgente d'avertir à temps des problèmes sociaux qui vont nous toucher sous peu», a précisé Hugo Fasel, directeur de Caritas Suisse, lors de la conférence de presse du Réseau Caritas romand à Lausanne.

Les conséquences sociales de la crise financière vont être de plus en plus visibles chaque jour: hausse du chômage, manque de places d'apprentissage et de formation, explosion des personnes à l'aide sociale, augmentation de la pauvreté et montée de la xénophobie. «Tels sont les défis sociopolitiques qui nous attendent et qui demandent des mesures politiques fortes», a lancé Hugo Fasel, directeur de Caritas Suisse.

Mesures politiques

Selon Hugo Fasel, il faut assurer les places de travail avec des investissements de la Confédération et des cantons dans les infrastructures de la Suisse. Il est aussi indispensable d'assainir l'assurance-chômage et l'assurance-invalidité. En période de crise, on ne peut réduire les prestations car les chances de retrouver une nouvelle place de travail sont minces dans ce contexte conjoncturel. Avec la réduction des indemnités de l'assurance-chômage, il y a un risque élevé de pauvreté pour les salariés les plus âgés. Pour assurer les prestations de l'assurance-chômage, il est indispensable d'augmenter les contributions. La solidarité entre ceux qui ont du travail et ceux qui sont hors du marché du travail doit être encouragée. Pour cela, il est indispensable pour le financement, non seulement d'augmenter les parts salariales mais aussi d'utiliser la TVA comme instrument de financement. C'est une contribution essentielle dans le sens de la solidarité entre les générations.

De plus, un fondement de la politique sociale ne doit pas être remis en question: le minimum vital. Le niveau de l'aide sociale est l'indicateur de l'état sociopolitique de notre pays. Les communes et les cantons doivent absolument remplir leurs devoirs sociopolitiques. Des réductions dans l'aide sociale ne sont pas tolérables. Des prestations humaines de l'aide sociale sont une contribution décisive pour la paix sociale dans notre pays.

Premiers effets sociaux

Les directeurs des Caritas régionales romandes ont constaté au niveau cantonal les premiers effets sociaux de la crise mais selon eux le plus conséquent reste à venir et il faut s'y préparer. Les premiers effets ressentis sont visibles notamment au niveau de la forte hausse de fréquentation des épiceries sociales de Caritas. De plus en plus de personnes aux revenus modestes sont contraintes d'acheter leurs denrées alimentaires de base à des prix réduits. Actuellement, les Épiceries Caritas en Suisse sont en forte progression avec un chiffre d'affaires en 2008, de près d'un tiers de plus que l'année passée. Deux nouvelles se sont ouvertes en Suisse romande à Renens et la Chaux-de-Fonds l'an dernier et d'autres vont encore s'ouvrir. Entre les mois de janvier et de mars 2009, en Romandie, ce sont plus de 3 600 nouveaux clients qui ont eu recours aux Épiceries Caritas, soit une hausse de 23%.

Par ailleurs, compte tenu du marché de l'emploi actuel, les

Caritas régionales constatent de plus en plus de difficultés dans le domaine de l'insertion professionnelle: «Pour la majeure partie des personnes qui sont actuellement en projet d'insertion, le marché est désormais bouché», affirme Jean-Noël Maillard, président de la Conférence des Caritas romandes.

Diminution des revenus et nouveaux défis

Un grand nombre de personnes sont concernées par le chômage partiel et pour certaines par le chômage. Or, qui dit chômage dit également diminution des revenus. Si cette situation perdure, les gens concernés auront vite eu fait de manger leur maigres réserves et pourraient se trouver dans des situations financières délicates. Une partie de ces personnes pourraient rejoindre le nombre déjà croissant de personnes qui s'adressent aux Caritas régionales pour des dépannages (facture dentaire, frais de formation des enfants, décompte de charges, etc.). Caritas va donc devoir s'engager encore plus dans le domaine de la consultation sociale qui va aller en augmentant fortement ces prochaines années. En 2008, ce sont près de 9000 dossiers qui ont été traités par les différents services de consultation sociale du Réseau Caritas en Suisse, soit près de 2000 de plus qu'en 2007. Cela constitue un grand défi pour le futur.

Dans le contexte de hausse du chômage et d'augmentation du nombre de personnes en situation difficile, Caritas s'engage pour les entreprises sociales comme des projets Restau-Verso au Jura ou la Fondation Pro Travail dans le canton de Vaud. Elles seront des moteurs de l'emploi et permettront aux chômeurs de longue durée ainsi qu'aux personnes exclues du marché du travail de se réinsérer tant socialement que professionnellement.

Contact:

Grégoire Praz
porte-parole pour la Suisse romande de Caritas Suisse
Mobile: +41/79/637'62'85

Jean-Noël Maillard
président de la Conférence des Caritas romandes
Mobile: +41/78/635'73'83

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000088/100582015> abgerufen werden.